



Les 3 Partenariats du CHF: quel sens et quels enjeux ?

Par le Bureau et l'équipe de coordination du Collectif Haïti de France,

publié le 12 septembre 2013

A l'attention des membres (associations et membres individuels) du Collectif Haïti de France,

« *Le CHF doit communiquer et expliciter davantage la teneur et la pertinence de ses partenariats* ». Tel fut l'un des constats du diagnostic organisationnel réalisé par le cabinet « Humani Centre » et présenté le 4 mai dernier, lors de notre Assemblée Générale.

Aussi, en ce temps de rentrée, il nous semble important de **revenir sur le sens et les enjeux qui fondent nos trois partenariats**. Ceci, pour que toutes et tous accédiez à une meilleure compréhension, **faisant ainsi de notre réseau, une vraie force collective**.

Mais auparavant, un petit rappel historique s'impose. Comme vous le savez, l'histoire de notre Collectif est à mettre au diapason de celle d'Haïti. Né officiellement en 1992, le CHF est issu :

- du mouvement de soutien à la démocratie et à la lutte contre la violente dictature duvaliériste,
- et de la **volonté croisée de défendre le droit à l'information** (en faisant connaître ce qu'il se passait en Haïti) et **les droits humains** (en soutenant les militants qui avaient dû fuir leur pays et qui souhaitaient stabiliser leur séjour en France).

Ces deux facteurs ont fourni une **assise idéologique au mouvement**. Par la suite, les nouveaux adhérents des années 2000 ont souhaité donner à la structure associative un élan pour répondre aux sollicitations de la société civile haïtienne, désireuse **d'aménager les conditions d'accès à un développement économique et social**.

Aujourd'hui, le CHF rassemble 80 associations membres et 150 membres individuels répartis sur l'ensemble du territoire français. Par leur adhésion à la **Charte du Collectif**, les membres témoignent de leur appartenance à **un réseau organisé autour de valeurs communes -construites au fil du temps-** et des objectifs partagés. Ils font ainsi, du CHF, « **une tête de réseau** », de dimension nationale.

Ces liens que nous tissons et ces valeurs que nous défendons, fondent notre conviction que la défense des droits économiques, sociaux et culturels d'une part, l'instauration des droits civiques et politiques, d'autre part, sont les supports d'une reconstruction réussie d'Haïti et les ferments d'une démocratie retrouvée.

Aux côtés de nos amis de Veterimed, du Groupe Médialternatif et du GARR et de tous nos partenaires haïtiens, nous pensons mener à bien ce travail qui est le nôtre : **fédérer un réseau autour de valeurs démocratiques et d'objectifs communs de soutien au développement d'Haïti et de son peuple.**

Le partenariat avec le Groupe Médialternatif : *comme un soutien au droit à l'information*

Le rôle de l'information est essentiel pour comprendre les enjeux du développement (global et intégré), y compris pour le respect de la liberté des personnes et des associations. C'est pourquoi, le Collectif Haïti de France poursuit, depuis 20 ans, sa mission d'informer sur Haïti en France. Les membres du CHF ont absolument besoin de connaître ce qui se passe en Haïti, à Port-au-Prince et aussi dans les provinces.

Le CHF est partenaire d'Alterpresse, l'agence du Groupe Médialternatif, qui nous adresse toutes les semaines, les informations qu'elle juge essentielles dans la vie politique, économique, sociale, culturelle. Ceci constitue le contenu de « Une Semaine en Haïti » (USH).

Nous accompagnons également le Groupe Médialternatif dans le cadre d'un réseau de Télécentres Communautaires d'Informatique qui – à l'heure de l'informatisation de l'information - offrent la possibilité à des jeunes d'utiliser l'informatique et l'internet dans une dynamique de développement culturel et intellectuel, dans cadre d'émergence à la fois communautaire et individuelle.

Le partenariat avec VETERIMED : *comme un soutien au droit à la souveraineté alimentaire*

Depuis 2004, ce partenariat franco-haïtien a permis de placer pour une durée de 4 ans près de 500 vaches, en gardiennage, auprès de familles paysannes toutes adhérentes à des associations locales ou à des coopératives. Cette démarche rend les membres du CHF, **acteurs-solidaires d'un développement endogène, durable et supportable.**

Cette opération n'a été possible que parce qu'elle est issue d'un partenariat entre:

- un groupe financeur géré par le Collectif Haïti de France. Ce sont **les investisseurs français** (adhérents individuels, institutions ou collectivités, groupes divers d'amis d'Haïti);
- un groupe technique porté par AVSF. Ce sont les **accompagnateurs français** (agronomes et vétérinaires français);
- et un groupe organisateur animé par VETERIMED. Ce sont les **opérateurs haïtiens** (acheteurs de vaches, techniciens en santé animale, agents de suivi du programme, familles d'éleveurs, personnel technique des micro-laiteries et du service de commercialisation des produits laitiers).

Ce programme relie - *grâce aux idées partagées* - et fédère - *grâce aux actions communes* - les membres individuels et associatifs du CHF. C'est par ailleurs une action concrète qui démontre qu'une **démarche transversale de développement rural** est possible - et offre aux membres du CHF l'**occasion de soutenir collectivement la population rurale d'Haïti.**

Le partenariat avec le GARR : *comme un soutien aux droits humains*

Le développement est un tout. **Il nous semble indispensable de se soucier non seulement du progrès social et du développement économique mais aussi des conditions « infra-humaines » dans lesquelles vivent ou survivent certains Haïtiens.** Que ce soit dans leur pays (*absence d'identité et d'état civil pour environ 1 million de personnes*), ou en République Dominicaine où plus de 500 000 travailleurs haïtiens ou descendants haïtiens sont présents dans les bateys (*grandes exploitations de canne à sucre*), ou sur les territoires français (*métropolitain, guadeloupéen, martiniquais et guyanais*), le fait qu'ils ne soient pas porteurs de véritables pièces administratives, les condamne à subir beaucoup de tracasseries déshumanisantes (*exploitation économique, prostitution, mise en centre de rétention, expulsions, etc*) que nous nous efforçons de dénoncer.

C'est dans cette optique que le CHF travaille avec le GARR : sur **l'échange d'information et la structuration d'une intervention auprès des migrants haïtiens en France, notamment dans le cadre du renforcement du droit à l'identité et la sensibilisation des populations du milieu rural.** Nous pensons effectivement que la défense des droits des populations haïtiennes ne peut qu'être bénéfique à la réussite de leurs projets de développement.

Sur ce point – migration et développement - le CHF partage les vues du Ministre délégué au développement Pascal CANFIN, selon lequel : *« la nouvelle vision de la politique française en matière de développement qui invite à penser une double complémentarité et à travailler de manière parallèle afin de faciliter à la fois la possibilité de rester - pouvoir vivre au pays - et le droit à la mobilité - pouvoir vivre la liberté de circuler - ¹».*

Ainsi, par l'accompagnement structurant offert à ces trois partenaires, nous pensons apporter une **contribution opérationnelle complémentaire sur des thèmes et des problématiques fédératrices en lien avec l'Histoire et le passé de notre mouvement.**

La transversalité de ces opérations, qui favorise la synergie et la mise en commun des compétences de toutes les associations et de tous les membres du CHF, doit être considérée comme une force, et non comme une entrave à l'action des associations individuelles.

Enfin, nous pensons également que l'image valorisée du Collectif et le poids évalué de ses actions, permettra à notre Collectif d'accéder à des ressources, d'obtenir l'écoute et la coopération d'institutions nationale et gouvernementale.

Affirmer une dimension nationale, c'est donc mettre en valeur une appartenance commune mais c'est aussi se doter de moyens pour être plus cohérents et plus efficaces dans notre action globale.

Et nous reviendrons vers vous très prochainement sur ces questions.

1 Participation du CHF au Chantier 4 des Assises du développement et de la solidarité internationale – Table-ronde du 22 février 2013 : Migrations, Mobilités, Développement' au MAE, Paris.